

# Arbitrages institutionnels et

**L**a crise économique structurelle qui s'installe dans notre pays intervient dans un contexte institutionnel particulier qui, loin de constituer un facteur de résilience, rend l'entreprise de redressement économique socialement très coûteuse et politiquement porteuse de risques d'instabilité et de troubles. Depuis 1999, le pays semble s'être irrémédiablement laissé emporter par une euphorie dépensière dont les conséquences se manifestent aujourd'hui par une situation où les ajustements à la marge, décidés par les pouvoirs publics, se révèlent inopérants pour faire face aux déficits. L'ampleur énorme de ces derniers est le produit d'une politique laxiste

**Comme dans les années 1970 et 1980, le budget de l'Etat continue de constituer, dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie, le point d'articulation entre le secteur des hydrocarbures et le reste de l'économie, non seulement parce que celui-ci demeure essentiellement alimenté par la fiscalité pétrolière, mais aussi parce que c'est toujours par le biais de ce budget que circule l'essentiel de la rente pétrolière.**

populiste qui s'est, pour ainsi dire, naturellement mise en place à la faveur des facilités larges qu'offrait l'embellie financière de ces dernières années.

Expression d'un compromis social largement partagé, ou ne souffrant, en apparence, d'aucune contestation, le populisme constitue aujourd'hui un obstacle majeur au changement. Quels sont les éléments constitutifs de ce compromis populiste qui rend aujourd'hui l'entreprise de sortie de crise des plus difficiles et des plus périlleuses ?

D'une manière générale, ce compromis a pour fondement la nature rentière du régime de croissance. En termes empiriques, ce caractère rentier se donne aisément à lire dans les statistiques relatives à la structure-ressources du PIB, la part de la rente externe dans les ressources budgétaires de l'Etat et dans la structure des exportations. Mais par-delà les statistiques, le compromis dont il est question se présente comme un ensemble homogène de codifications (formelles et informelles) des principaux rapports sociaux à l'œuvre dans le champ économique et social. Ces codifications présentent la particularité d'être fondamentalement les mêmes que celles qui prévalaient lors de la crise survenue au milieu des années 1980, au point où il peut sembler permis de parler d'une certaine permanence dans le contexte institutionnel de la crise.

Ce dernier présente une configuration dont les éléments constitutifs rappellent étrangement ceux auxquels nombre d'économies rentières ont habituellement à faire face en périodes de crise.

Au premier rang de ces éléments, il y a l'Etat, à travers ses choix budgétaires. Les autres éléments constitutifs renvoient respectivement, et selon un ordre hiérarchique, au mode d'insertion de l'économie nationale dans la division internationale du travail, au mode de formation des prix et de la concurrence, aux formes de mise au travail, et aux formes que prend concrètement la gestion de la contrainte monétaire.

Un budget dominé par la rente

Comme dans les années 1970 et 1980, le budget de l'Etat continue de constituer, dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie, le point d'articulation entre le secteur des hydrocarbures et le reste de l'économie, non seulement parce que celui-ci demeure essentiellement alimenté par la fiscalité pétrolière, mais aussi parce que c'est toujours par le biais de ce budget que circule l'essentiel de la rente pétrolière.

Structurellement, le budget de l'Etat reste fortement dépendant des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. La structure budgétaire reste donc marquée par le poids de la fiscalité pétrolière.

Le boom pétrolier survenu en 2000 a induit une situation nouvelle sur le plan de la disponibilité des ressources budgétaires. Depuis 2000, celles-ci ont plus que doublé, pour atteindre des niveaux jamais égalés.

Afin de mieux gérer ce cycle de la rente pétrolière en prévenant les effets de la volatilité du prix du baril, un fonds de régulation des recettes est institué en 2000.

Ce fonds, destiné à recevoir les plus-values de la fiscalité pétrolière, a reçu des montants considérables.

Du côté des dépenses budgétaires, on observe, en premier lieu, que le budget de l'Etat continue de prendre en charge de lourdes dépenses sociales, à travers notamment le soutien des prix des produits de large consommation, le financement du logement et les transferts sociaux.

En second lieu, on remarque que le secteur public économique continue toujours de constituer une charge très lourde pour le budget de l'Etat qui supporte constamment les pertes des entreprises déficitaires.

Les déficits des entreprises publiques alourdissent les portefeuilles des banques, elles-mêmes publiques, obligeant le Trésor public à recapitaliser périodiquement ces dernières. Enfin, dans un régime où l'essentiel des ressources budgétaires provient de la rente pétrolière, l'Etat est fatalement confronté, à travers les compromis budgétaires, aux deux impératifs classiques : l'impératif économique de financement de l'accumulation et l'impératif politique de redistribution. La question est alors de savoir lequel des deux impératifs a prévalu dans la dynamique budgétaire de ces quinze dernières années.

La réponse à cette question n'est pas évidente parce que la nature du compromis institutionnalisé demeure, à l'image de la rente, ambiguë. En théorie, ce balancement entre les deux impératifs se résout en fonction du degré d'intensité de l'impératif de légitimation du régime

politique en place, d'un côté, et du degré de la capacité de ce régime de contrôler et de mobiliser la société, de l'autre. Depuis 2011, et avec l'avènement de ce qu'on a convenu d'appeler «le printemps arabe», l'impératif politique de la redistribution semble l'avoir largement emporté sur celui économique de l'accumulation.

**Une insertion internationale portée par des logiques «extractives»**

Le mode d'insertion internationale de l'économie a plusieurs composantes. Nous nous intéressons ici à la question des échanges commerciaux avec le reste du monde, l'investissement direct étranger et, question souvent occultée dans les débats publics, la gestion du taux de change de la monnaie nationale.

Le fait marquant à relever est une ouverture inconsidérée des frontières économiques du pays et un renforcement de l'insertion par les hydrocarbures.

Le pays peine véritablement à trouver un antidote à l'intoxication pétrolière.

En effet, la décennie 1990 sera caractérisée par l'amorce d'un processus rapide et brusque d'ouverture extérieure, souvent à la suite de pressions externes. Dès 1991, le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur est supprimé.

Cette ouverture fut renforcée dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne, contraignant le pays à une libéralisation extrême de son commerce extérieur.

Les effets de l'intoxication pétrolière sur la structure des exportations, loin de diminuer, se sont même renforcés. Les données statistiques montrent en effet que le secteur des hydrocarbures demeure le facteur essentiel de l'insertion internationale de l'économie algérienne, tendance que la politique de libéralisation a, selon toute apparence, aggravée.

Cependant, sur un plan macro-économique, l'avènement d'une conjoncture favorable sur le marché pétrolier mondial à partir de 1999 permet au pays de consolider sa position extérieure au point

**En théorie, ce balancement entre les deux impératifs se résout en fonction du degré d'intensité de l'impératif de légitimation du régime politique en place, d'un côté, et du degré de la capacité de ce régime de contrôler et de mobiliser la société, de l'autre. Depuis 2011, et avec l'avènement de ce qu'on a convenu d'appeler «le printemps arabe», l'impératif politique de la redistribution semble l'avoir largement emporté sur celui économique de l'accumulation.**

où il devient, à partir de 2002, un créancier net sur le reste du monde puisque le montant des réserves de change est désormais supérieur à celui de la dette extérieure, tendance qui se maintiendra jusqu'à nos jours.

L'investissement direct étranger (IDE), autre élément essentiel du mode d'insertion dans l'économie mondiale, fait l'objet, depuis 1999, d'un intérêt politique sans commune mesure avec son déploiement réel.

La présence de ce type d'investissement s'est révélée fort modeste, pour ne pas dire décevante.

Par Samir Bellal(\*)  
samirbellal@yahoo.fr



Un bilan sommaire des deux dernières décennies de présence du capital étranger en Algérie permet de faire ressortir essentiellement deux éléments : une présence fort timide par son volume (1% du PIB par an en moyenne) et un déploiement sectoriel porté par une logique davantage «extractive» que créatrice de valeur.

Fait notable, les IDE se sont rarement portés sur le secteur dit des «échangeables». Globalement, les IDE ont agi comme de véritables pompes à aspirer les liquidités internationales du pays.

Il convient cependant d'admettre que si le déploiement du capital étranger présente une telle configuration, c'est particulièrement parce que l'IDE en Algérie n'est pas soumis à des priorités nationales.

L'absence de régulation étatique au niveau des orientations sectorielles des investissements ainsi qu'au niveau du régime des participations dans la propriété expliquent sans doute la prédominance du caractère essentiellement «extractif» de l'investissement étranger.

La prédominance du comportement

de recherche de rente qui caractérise l'action du capital étranger n'est par ailleurs pas l'apanage de ce dernier : elle est une caractéristique du comportement de l'ensemble des acteurs de l'accumulation, à commencer par le capital privé national.

Ce qui vient d'être dit des contraintes liées à l'ouverture commerciale peut être étendu à l'autre composante constitutive de l'insertion internationale : le taux de change. La détermination du taux de change est, contrairement à ce que l'on entend souvent, une décision éminemment politique.